

L'épiscopat de la RDC et la politique

Dialogue de Mgr MBUKA Cyprien avec les Acteurs politiques et la Société civile de Boma

0. Introduction

Chers frères et sœurs,

1. Je suis très heureux de pouvoir partager avec vous sur quelques préoccupations qui nous habitent tous. L'entretien est sans doute improvisé mais, à mon avis, utile. Il y a un an, à cette époque, j'avais pris l'initiative d'inviter les Chefs de confessions religieuses de Boma ; nous avons adressé un Message de paix non seulement à nos fidèles mais même aux hommes et femmes de bonne volonté. À notre grande surprise, contrairement au comportement des plusieurs villes du pays, notamment de celles de notre Province, Boma a connu les 19 et 20 décembre 2016 des actes déshonorants, des casses, des pillages et des tueries. Des voix se sont même levées pour accuser les évêques catholiques de ce pays d'être un frein à la démocratie en RDC !
2. J'exprime ma joie de réunir cette fois-ci non pas des collègues, chefs de confessions religieuses, mais des hommes et femmes de la politique et de la Société civile. Il ne m'arrive pas souvent de le faire car, pour mieux captiver, la parole doit se faire rare. Il ne s'agira pas de préparer un message à adresser à la population mais d'un dialogue invitant chacun d'entre nous à l'engagement. Quant à moi, je voudrais introduire ces échanges fraternels en évoquant les récents engagements de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo dans des questions d'ordre sociopolitique. Sans ignorer les diverses interventions de différentes manières et à plusieurs occasions, je voudrais limiter l'amorce de nos échanges au dernier Message de l'Assemblée plénière extraordinaire intitulé : « **Peuple congolais crie sa souffrance** (cf. Ex 3, 7). *Allons vite aux élections* ». Après ce mot d'introduction et avant de conclure, mon intervention s'organisera autour de trois points : 1) les raisons du Message ; 2) l'objectif principal du Message ; 3) les objectifs particuliers du Message.

I. Les raisons du Message

3. Il est connu de tous : de façon habituelle, les évêques de la RDC se réunissent deux fois l'an ; en février pour le Comité permanent et en juin pour l'Assemblée plénière. Cette année, une troisième réunion s'est imposée ; c'est la récente Assemblée plénière extraordinaire des 22 au 24 novembre derniers. Quelles en étaient les raisons ? Nous l'avons dit dans le Message de la 54^e Assemblée Plénière Ordinaire de juin 2017 : **le pays va très mal...!** Et, cinq mois après ce message « dans lequel nous avons stigmatisé la violation de l'Accord politique global et inclusif du Centre Interdiocésain de Kinshasa et ses conséquences, nous constatons qu'il n'y a pas d'avancée significative. L'imbroglio politique et la souffrance de la population qui en résulte dépassent le seuil du tolérable. Nous sommes profondément déçus de nous retrouver dans le même contexte de tensions qu'à la fin de l'année 2016. » Le Peuple va-t-il tolérer que cela se répète en 2018 ?
4. Par ailleurs, aux approches de décembre, mois devenu fatidique, désabusés et désemparés, le peuple et même quelques membres de la classe politique ainsi que la Communauté internationale, tournent leurs regards vers la CENCO en qui ils mettent leur espoir ; attentes parfois démesurées, il faut le dire. On ne peut le nier : cette attitude révèle, d'une part, une confiance envers la CENCO et une reconnaissance de son autorité morale, mais d'autre part, une démission de l'autorité de l'État d'où méfiance non seulement envers les gouvernants mais aussi envers les acteurs politiques de tous bords et la Société civile et vice-versa. C'est donc dans un contexte des espoirs du peuple et de certains

membres de la classe politique ainsi que de la Communauté internationale placés dans la CENCO sur fond d'une méfiance généralisée envers l'État, la classe politique et la Société civile qu'a été adressé ce Message.

II. L'objectif principal du Message

5. Le titre du Message l'annonce clairement : « **Peuple congolais crie sa souffrance** (cf. Ex 3, 7). *Allons vite aux élections* ». Le titre renvoie à une référence biblique qui rapporte l'expérience de la rencontre pathétique entre Dieu et Moïse, rencontre qui révèle la sollicitude paternelle de Yahvé pour son peuple : « J'ai vu mon peuple humilié en Égypte et j'ai entendu ses cris lorsque ses surveillants le maltraitent. Oui, je connais ses souffrances ! Je suis donc descendu pour le délivrer de la main des Égyptiens et pour le faire monter d'ici vers une terre spacieuse et fertile, un pays où coulent le lait et le miel... ».
6. Ainsi, comme pasteurs et bergers, nous avons à veiller au respect des valeurs qui constituent aujourd'hui notre nation, nous devons être éveillés pour ne pas faillir à notre mission de veilleurs ; nous devons réveiller ceux qui dorment et risquent de négliger voire de bafouer les valeurs fondamentales de notre nation. ; nous avons la noble mission de redresser les mains défaillantes et les genoux chancelants, afin que le boiteux ne s'estropie pas, mais plutôt guérisse (cf. Hébr 12, 12). Bref, pour les évêques de la RDC, l'objectif principal de ce Message est de ranimer l'espérance du peuple en lui exprimant leur ferme volonté de l'accompagner vers les élections justes, libres et transparentes qui permettront à notre pays de se choisir de nouveaux dirigeants. Le sous-titre l'indique bien : « Allons vite aux élections ». Oui, affirment les évêques dans leur Message : « Il est indispensable, sur fond d'une sincère volonté politique, de rassurer le Peuple congolais et tous les partenaires internationaux en donnant des garanties pour la tenue effective des élections ».

III. Les objectifs particuliers du Message

7. Pour parvenir à l'objectif principal, les évêques ont défini deux objectifs particuliers : a) rappeler sans équivoque l'actualité de l'Accord de la Saint Sylvestre ; b) rappeler avec fermeté le devoir des uns et des autres dans l'incontournable chantier des élections.

a. Rappeler sans équivoque l'Actualité de l'Accord du 31 décembre 2016

8. Pour ranimer l'espérance du peuple et rassurer la communauté internationale, les évêques, en guise de conclusion de leur Message, rappellent à tous les acteurs politiques et au Peuple congolais tout entier que **l'Accord de la Saint-Sylvestre n'est pas mort**. Il est et demeure **l'unique feuille de route consensuelle** pour sortir de la crise politique. Ils réaffirment leur attachement à cet Accord qu'ils ont eux-mêmes parrainé. Et pour mieux éviter toute équivoque, les évêques énumèrent les principaux termes de cet Accord mis en mal :

- La nomination du Premier Ministre présenté par le Rassemblement (111.3.3.) ;
- La désignation des membres du Conseil National de Suivi de l'Accord et du Processus Électoral (CNSA) (VI.2.2.) ;
- La redynamisation de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) (IV.5.a)) ;
- Les mesures de décrispation (VI) ;
- La tenue des élections au plus tard en décembre 2017 (IV.2.).

Les évêques n'hésitent à démasquer les acteurs politiques pour avoir infligé des entorses graves à la mise en œuvre de cet Accord et à qualifier leur pratique d'**art d'embrouiller et de mettre le peuple devant un fait accompli**. La nomination du premier ministre n'a pas suivi les orientations de la majorité lors des débats sur les arrangements particuliers ; la consultation a apparemment privilégié les groupes dissidents du Rassemblement. La désignation des membres du Conseil National de Suivi de l'Accord et du Processus Électoral (CNSA), qui, après la mort d'Étienne Tshisekedi, aurait dû résulter d'un large consensus du Rassemblement n'a pas été le cas ; encore une fois, le privilège a été accordé aux groupes dissidents. La composition de la CENI n'a pas changé. Les mesures de décrispation avancent au pas de tortue. 2017 ne connaîtra pas les élections. **Dès lors, que faire face à ces entorses graves ? Rappeler avec fermeté aux uns et aux autres leur devoir dans le nécessaire processus électoral. Tel est second objectif particulier du Message.**

b. Rappeler avec fermeté le devoir des uns et des autres dans le processus électoral

9. **Au peuple congolais dans son inclusivité, pasteurs et fidèles (nous)**, les évêques rappellent son identité de souverain primaire ; ils martèlent sur la nécessité de l'implication de tous ; ils invitent ce même peuple à participer activement aux élections et à veiller à ce que soient respectées scrupuleusement les échéances du processus électoral ; en cas de besoin, les évêques demandent au peuple d'exprimer clairement sa désapprobation mais de manière pacifique, en rejetant tout recours à la violence et conformément à la Constitution.
10. **À S. Exc. Excellence Monsieur le Président de la République**, les évêques rappellent d'abord sa noble et lourde mission d'être le garant de la Constitution et du bon fonctionnement des institutions de la République ; par conséquent, il lui revient en premier lieu d'apaiser les tensions politiques notamment par un engagement explicite de ne pas se présenter comme candidat aux prochaines élections et en s'impliquant personnellement à la poursuite et au parachèvement de la mise en œuvre des mesures de décrispation politique prévues dans l'Accord. Ce sont là des signes vivants attendus **par la population**.
11. **Aux Élus, membres du Parlement**, les évêques demandent d'adopter avec diligence les lois justes qui garantissent la tenue des élections ; d'assurer le contrôle de l'exécution du budget concernant les élections ; de rejeter, selon l'esprit de l'Accord de la Saint-Sylvestre, toute initiative de révision et de changement de Constitution pendant la période préélectorale et électorale et de surseoir jusqu'à la législature prochaine le projet de réformes des certaines lois, notamment la révision de la loi portant organisation et fonctionnement des Associations Sans But Lucratif (ASBL) et des Établissements d'utilité publique.
12. **Aux membres du Gouvernement**, les évêques recommandent de veiller au respect des libertés de manifestation et d'expression telles que prévues dans la Constitution; de publier, de préférence avant la fin de l'année 2017, le plan de décaissement des fonds destinés à la CENI en toute transparence; de poursuivre, à leur niveau, la mise en œuvre et le parachèvement des mesures de décrispation du climat politique et de veiller à la sécurisation du processus électoral.
13. **Aux membres de la CENI**, les évêques réitèrent leur demande de rassurer la population de son indépendance et de sa neutralité, et de collaborer efficacement et dans la transparence avec le groupe des experts. Il s'agit ici de prévenir la fraude et la mauvaise gestion financière.

14. **Aux dirigeants des Partis politiques**, les évêques demandent de proposer des projets de société pertinents en faveur du bien-être du Peuple Congolais, au lieu de se contenter de faire des cadeaux ponctuels qui frisent la corruption ; d'assurer l'éducation civique et électorale des membres de leurs partis politiques respectifs ainsi que de la population en général ; de ne pas chercher le maintien ou l'accès au pouvoir par des coups de force qui risqueraient de plonger le pays dans le chaos ; d'éviter l'inconstance et les divisions intestines ; de travailler plutôt dans la légalité et l'unité pour l'intérêt de la population ; d'organiser, en cas de besoin, des manifestations sans violence, conformément aux dispositions de la Constitution.
15. **À la Société Civile**, à laquelle les évêques se reconnaissent membres, ces derniers demandent de garder son identité d'organisation apolitique, sans se laisser inféoder à un quelconque regroupement politique ; de veiller à assurer le suivi permanent de la réalisation des activités prévues dans le calendrier électoral et d'interpeller chaque institution de la République suivant ses responsabilités.
16. **Aux partenaires, membres de la Communauté Internationale**, les évêques demandent d'accompagner le Peuple congolais à faire respecter la mise en œuvre du calendrier électoral selon son chronogramme et de faciliter la tenue des élections en 2018 par un appui financier et logistique nécessaire à l'accomplissement des opérations préélectorales et électorales.

Conclusion

17. Dans tous leurs Messages relatifs à la situation sociopolitique de notre pays, les évêques répondent au mandat que l'Église a reçu de son Fondateur, Jésus-Christ : « Allez par le monde entier, leur dit-il, proclamez l'Évangile à toutes les créatures » (Mc 16, 15). Proclamer l'Évangile c'est témoigner du Christ jusqu'aux extrémités de la terre (cf. Ac 1, 8). Au dire du Christ lui-même, ce témoignage est multiforme ; il est paroles et actes : enseigner, faire des disciples, baptiser, apporter la paix, promouvoir la réconciliation, libérer les gens de toutes sortes d'infirmités, chasser des mauvais esprits, visiter les malades et les prisonniers, donner à manger à ceux qui ont faim, à boire à ceux qui ont soif, des vêtements à ceux qui sont nus. D'une façon générale, par sa mission, l'Église est appelée à annoncer en tout temps et en tout lieu les principes de la morale, même en ce qui concerne l'ordre politique, ainsi que de porter un jugement sur toute réalité humaine, dans la mesure où l'exigent les droits fondamentaux de la personne humaine ou le salut des âmes (cf. CIC, c. 747 § 20). C'est à juste titre que la vie quotidienne, notamment, politique est considérée comme le lieu propre de sanctification pour les fidèles laïcs et que le premier synode pour l'Afrique en appelle de tous ses vœux à l'émergence de saints politiciens. Il est vrai que la loi de l'Église interdit aux clercs de remplir les charges publiques qui comportent une participation à l'exercice du pouvoir civil (cf. CIC, c. 285 § 3), elle reconnaît, cependant, que les membres de la hiérarchie de l'Église et ceux des Instituts de vie consacrée participent à la vie politique, non seulement au titre de citoyen par le respect des justes et opportunes options politiques et l'obéissance aux lois du pays, mais également au titre de leur état de religieux et de pasteur, par le service et ministère qui leur est spécifique : la prière, le témoignage, la charge pastorale et la charité chrétienne.
18. Le récent Message, dont je viens d'exposer l'économie, fait partie des actions politiques. C'est une parole de Pasteurs qui écoutent leur peuple, s'engagent à ses côtés et l'engagent avec tendresse, vérité et fermeté. Ce Message a été délibérément bref et incisif pour une

frappe plus ciblée. C'est le fruit de plusieurs touches et retouches. D'un document volumineux préparé par la Commission Épiscopale Justice et Paix le Message est devenu un feuillet de cinq pages très élaguées et aux grands caractères. C'est un Message qui a connu divers apports. D'abord en amont : des entretiens avec la présidence, avec des diplomates notamment Madame NIKKI HALEY, Ambassadrice des USA au Conseil de Sécurité des Nations Unies, avec des personnalités des partis politiques toute tendance confondue. Pendant l'élaboration du texte, les évêques ont écouté tour à tour des interventions de trois personnalités de marque : S. Exc. Mgr le Nonce Apostolique en RDC, Mr Norbert Basengezi Katintima, Vice-Président de la CENI et Mr Maman Sidikou, Président de la MONUSCO.

19. Le Message est très pastoral avec le souci de respect, de vérité, d'inclusivité et de réalisme. C'est mus par la sollicitude pastorale à l'égard du Peuple congolais et partageant ses souffrances que les évêques se sont penchés sur la situation sociopolitique de notre pays. Le rappel des responsabilités des uns et des autres est bien hiérarchisé : le peuple, souverain primaire, est placé en tête en tant qu'artisan indispensable et décisif pour tout changement important et durable ; le Président de la République est situé à sa place et reçoit les révérences qui lui sont dues tout en rappelant les charges qui en découlent. À chaque acteur est rappelé ses responsabilités dans le processus électoral. Les relations des évêques avec les différents acteurs sont bien respectés et mis en exergue : pour le peuple, les évêques insistent sur le fait qu'eux aussi sont avec lui d'où ces expressions et ces formulations : **à nous tous Congolais, prenons conscience, prenons connaissance** du calendrier électoral, **demeurons vigilants et assurons le suivi, participons activement** au processus électoral et en cas de besoin, **manifestons** notre désapprobation ; les membres du parlement ce sont **nos élus** ; le Président de la République porte bel et bien le titre d'Excellence ; tout comme avec le peuple, les évêques affirment clairement leur appartenance à la Société civile ; les paroles leur adressées en disent long : **à nous tous**, chers frères et sœurs, membres la Société Civile: **gardons** notre identité, **veillons** à assurer le suivi permanent. Il est aussi à noter combien les évêques, tout en encourageant des actions concrètes exprimant la désapprobation vis-à-vis du non-respect des règles du jeu, insistent sur la non-violente et la stricte obéissance à la Constitution. Le terme « désapprobation » a été utilisé à dessein car il est englobant ; c'est dans chaque cas qu'action précise sera définie. On remarquera également le style personnalisant manifestement adopté par les évêques pour s'adresser aux différents acteurs : **à nous** Congolais, **à Vous** Excellence Mr le Président de la République, **à vous nos** Élus, membres du parlement ; **à vous**, membres du Gouvernement ; **à vous**, membres de la CENI ; **à vous**, dirigeants des partis politiques ; **à vous nos** partenaires, membres de la Communauté internationale ; **à nous tous, chers frères et sœurs**, membres de la Société civile.
20. Je voudrais souligner ce que les évêques disent aux dirigeants des partis politiques toutes tendances confondues ainsi que les paroles adressées à la Société civile. **Aux dirigeants des partis politiques est demandé de proposer des projets de société pertinents en faveur du bien-être du Peuple Congolais, au lieu de se contenter de faire des cadeaux ponctuels qui frisent la corruption ; d'assurer l'éducation civique et électoral des membres de leurs partis politiques respectifs ainsi que de la population en général ; de ne pas chercher le maintien ou l'accès au pouvoir par des coups de force qui risqueraient de plonger le pays dans le chaos ; d'éviter l'inconstance et les divisions intestines ; et de travailler plutôt dans la légalité et l'unité pour l'intérêt de la population ; d'organiser, en cas de besoin, des manifestations**

sans violence, conformément aux dispositions de la Constitution. À la Société civile les évêques s'adressent en ces termes : à nous tous, chers frères et sœurs, membres la Société Civile, gardons notre identité d'organisation apolitique, sans nous laisser inféoder à un quelconque regroupement politique ; veillons à assurer le suivi permanent de la réalisation des activités prévues dans le calendrier électoral et interpeller chaque institution de la République suivant ses responsabilités.

21. Conscients de l'**imbroglio politique de notre pays et de l'art de nos politiciens d'embrouiller les choses et de mettre devant un fait accompli** les évêques ne veulent pas tomber dans le piège de favoriser des manœuvres dilatoires et de passer de prorogation en prorogation. La veille des élections de 2011 une loi a été votée réduisant les présidentielles à un seul tour. Comment l'opposition a réagi ? Des manifestations, des agitations verbales ! A-t-elle pensé que le plus simple et le plus efficace pour le bien-être de tous serait de constituer un front commun avec un sinon deux candidats ? Ce qui aurait eu l'effet de concentrer les voix sur un nombre réduit et donc avoir la chance de gagner les élections. C'est clair, pour plusieurs membres de l'opposition le véritable enjeu n'était pas le souverain primaire mais le bénéfice que soi-même ou son parti devait en tirer. De nouveau, la veille du nouveau scrutin on propose une révision de la loi électorale : que remarquons-nous ? agitations, requête de renvoi du texte au Gouvernement, manifestations ! Du coup les choses risquent d'être retardées et finalement arriver à la même conclusion : la loi passe quand même. Il convient de noter que l'on ne peut pas vouloir une chose et son contraire. Si l'on veut aller vite aux élections il faut éviter de tirer les choses en longueur. Il faut une stratégie à la hauteur du type de combat ; il faut entrer dans la logique de l'adversaire et le démanteler de l'intérieur. Le réalisme (n'oublions pas la situation créée dans le grand Kasai : tueries, massacres, pillages rendant l'enrôlement à temps matériellement impossible) a amené les évêques, comme moindre mal, à prendre acte du calendrier électoral récemment publié par la CENI, tout en relevant le fait qu'il s'agit là d'un produit dans un contexte de brouille et de méfiance avec ce que cela peut avoir comme tare sur ce produit.

Chers frères et sœurs,

22. Prenons conscience de notre identité collective et travaillons au bien collectif. Comme Pasteur, je ne puis pas ne pas en appeler à la prière incessante, car « si le Seigneur ne bâtit la maison, les bâtisseurs ont perdu leur peine. Si le Seigneur ne garde la cité, le gardien a perdu ses veilles ». C'est donc avec reconnaissance que nous avons accueilli, en ces temps difficiles, l'initiative prise par le Pape François de prier, le 23 novembre 2017, pour la paix dans notre pays et au Soudan du Sud.
23. Pour terminer mon intervention je voudrais reprendre les paroles des évêques de la CENCO dans leur Message de la 53^e Assemblée Plénière Ordinaire en 2016 : « Le rôle des évêques est d'accompagner les acteurs politiques, de toutes tendances, à s'acquitter consciencieusement de leur mission d'être au service du bien commun ».
24. Merci pour votre aimable attention.

MBUKA Cyprien, cism
Évêque de Boma
Boma, 14-12-2017,
Salle Jean Paul II